

Résolution du Conseil national — 15 et 16 juin 2019

Organiser la riposte à Macron !

Construire une union populaire qui porte un nouvel espoir pour la France !

Sur fond d'impasse aggravée de la construction capitaliste de l'Europe, de reculs des forces de gauche et de progression des partis d'extrême droite dans de très nombreux pays, les élections européennes viennent de confirmer la grave crise politique et sociale que connaît la France.

Le président de la République a, certes, commencé à réorganiser idéologiquement et politiquement la vie politique française à son profit, en accélérant la désintégration de la droite traditionnelle et en profitant de l'affaiblissement aggravé de la gauche. Mais, en focalisation la campagne électorale autour du match qu'il a orchestré avec l'extrême droite, il a permis à cette dernière de s'installer dans le rôle d'alternative possible à sa politique, de réceptacle à une colère populaire à laquelle il n'a été apporté aucune réponse véritable. La stratégie d'Emmanuel Macron représente ainsi une grave menace pour l'avenir de la France et de la République.

Le résultat de la liste présentée par le PCF n'a, dans ce contexte, pas été à la hauteur de espérances qu'avait suscitées la campagne. Le Conseil national tient à remercier Ian Brossat et ses colistier·e·s, ainsi que tous les communistes, pour la bataille dynamique menée, qui a permis à notre parti de reprendre de la visibilité dans le pays et de l'écho autour de ses propositions, même si le score réalisé nous prive d'élue·e·s au Parlement européen et s'il ne nous permet pas d'obtenir le remboursement des frais engagés.

Dès le lendemain du scrutin, les débats occultés des semaines durant se sont brutalement ouverts. Avec l'accélération des plans de suppression d'emplois et les menaces pesant sur l'avenir d'un certain nombre d'entreprises (General Electric, Renault, Whirlpool, Auchan, Carrefour, Ascoval, Atjowiggins...) qui pose de nouveau le problème du bradage de pans entiers de notre industrie. Avec la lutte des personnels soignants, qui souligne la nécessité de moyens exceptionnels pour le service public de santé, comme l'avait déjà fait le Tour de France des hôpitaux que nous avons organisé. Avec la nouvelle mobilisation des cheminot·e·s, qui vient de démontrer que la contre-réforme de 2018 de la SNCF n'a fait qu'accélérer la casse du transport public ferroviaire. Avec le mouvement des enseignant·e·s qui se dresse contre le saccage de l'Éducation nationale par la politique du ministre Blanquer. Avec l'augmentation des tarifs de l'électricité, qui remet à l'ordre du jour les revendications d'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat, au cœur de la mobilisation des « gilets jaunes ». Avec le lancement de l'« acte II » du quinquennat, qui confirme la volonté du pouvoir de relancer et d'aggraver son action de régression sociale et d'étranglement de la démocratie.

Les questions d'une autre utilisation de l'argent et des pouvoirs à conquérir pour une nouvelle émancipation humaine se trouvent donc pleinement posées. Il y a urgence à construire une riposte convergente aux attaques du pouvoir et du patronat, à offrir un débouché politique aux luttes, à faire émerger une perspective de transformation sociale qui

permette à notre peuple de sortir du piège dans lequel veut l'enfermer le face-à-face entre Macron et le Rassemblement national.

1. **Le Conseil national appelle les communistes à s'engager dans la construction de grandes batailles politiques, massives et rassembleuses, pour arracher des victoires**

Les communistes seront de toutes les mobilisations pour conquérir des avancées sociales, défendre les droits sociaux attaqués, s'opposer à la remise en cause des libertés publiques. Dans un contexte international de développement des conflits militaires et des armes nucléaires, ils seront également vigilant·e·s et mobilisé·e·s pour la paix. Nous voulons rassembler les salarié·e·s et les citoyen·ne·s, favoriser la complémentarité d'action entre les organisations du mouvement social et les forces politiques de gauche, reconstruire un rapport de force favorable au monde du travail, arracher des victoires.

- **L'actualité des prochains mois va être rythmé par la contre-réforme des retraites et par celle, concomitante, de l'assurance-chômage.** Dans le prolongement de notre projet de sécurisation de tous les moments de la vie, nous entendons l'aborder en défendant l'objectif d'une Sécurité sociale du XXI^e siècle, d'une autre réforme du système de retraites, solidaire et juste, avec une nouvelle innovation sociale et démocratique comme nous avons été capables de la porter à la Libération. Cela fera l'objet d'un plan d'action qui sera précisé à la rentrée.
- **La mise en échec du projet de privatisation d'Aéroports de Paris est l'autre enjeu majeur du moment, qui soulève la question de tous les biens communs.** Elle peut être gagnée, si le rassemblement s'élargit encore, autour de l'exigence d'un référendum. Nos groupes parlementaires en ont été à l'initiative, ce qui se traduira par un premier meeting national, le 19 juin, à Saint-Denis. L'heure est venue de donner à notre peuple l'occasion de faire barrage à un projet bradant son patrimoine et mettant en cause la souveraineté économique du pays, de placer au cœur du débat politique la question de la maîtrise publique pour répondre aux besoins sociaux et écologiques. L'été verra le lancement d'une grande campagne nationale sur cette question, autour de matériels spécifiques (tract et argumentaire), et avec l'objectif de commencer à recueillir les millions de signatures numériques nécessaires à l'enclenchement de la procédure référendaire.
- **Nous associerons à cette bataille l'action en défense du service public de santé, à partir de l'initiative « Urgence santé »,** afin de recueillir un million de signatures en faveur d'un moratoire sur les fermetures de lits, de services, d'hôpitaux. Nous nous appuierons sur notre proposition pour qu'un pôle financier et la BCE appuient les services publics par des prêts à taux zéro.
- **La vie chère et le pouvoir d'achat sont devenus la première préoccupation des Français·es.** La hausse de 5,9 % des tarifs de l'électricité et celle qui s'annonce avant la fin de l'été, ne peuvent que renforcer cette perception. L'action pour l'augmentation des salaires et des pensions fera l'objet d'une carte pétition que nous mettrons à disposition des fédérations et sections. De même, dans les municipalités,

des motions pourront être votées pour l'annulation de la hausse des tarifs de l'électricité et pour la baisse de la TVA sur ceux-ci. Prendre ces initiatives peut nous permettre de faire avancer nos propositions sur l'utilisation de l'argent, le rapport capital-travail, la répartition des richesses créées.

- **Face aux plans de licenciements et aux menaces qui se multiplient sur de nombreuses entreprises, nous serons en première ligne des combats organisés pour défendre notre industrie**, afin qu'elle réponde aux besoins humains, écologiques et sociaux de nos territoires. La journée du 22 juin, à Belfort, contre la liquidation de 1000 postes à General Electric, en sera le premier temps fort.
- **L'école publique, de la maternelle à l'université, est au bord de l'explosion.** Sur la base du mouvement en cours, des enseignant·e·s et des parents d'élèves, la question est posée de la construction d'un projet largement mobilisateur pour une transformation progressiste de l'Education nationale. Un matériel spécifique sera mis à la disposition des fédérations et sections pour aider à l'intervention du Parti.
- **Le défi climatique** a vu des dizaines de milliers de jeunes et de citoyen·ne·s se mobiliser ces derniers mois. **Pour les communistes, le combat pour un autre modèle de développement, au service de la transition écologique**, implique de changer vraiment le mode de production et de consommation. Services publics et entreprises sont au cœur de ce défi. Nous serons, pour cette raison, de toutes les actions unitaires organisées, avec pour objectif d'imposer les mesures d'urgence indispensables à un gouvernement qui prétend mettre l'écologie au centre de son action mais agit au service des grands groupes industriels et financiers responsables des dévastations environnementales.

2. Le Conseil national appelle les communistes à être à l'initiative du combat pour reconstruire une perspective à gauche

Plus que jamais, le pays a besoin d'une gauche audacieuse, qui reprenne l'initiative face à Emmanuel Macron et ne laisse pas l'extrême droite réaliser un hold-up sur la colère sociale. Comme nous l'avons avancé à l'occasion de notre 38^e Congrès, l'heure est à la construction d'une grande union populaire. Une union qui se réalise sur la base de contenus ambitieux et transformateurs, qui s'enracine dans des batailles concrètes cherchant à changer le rapport des forces et à obtenir des victoires politiques et sociales, qui vise à gagner une majorité populaire. C'est la proposition que le Parti communiste français entend aujourd'hui porter.

Le conseil national lance en ce sens l'appel à « une union populaire qui porte un nouvel espoir pour la France ». Il s'y adresse aux citoyen·ne·s, aux salarié·e·s, aux forces de gauche et écologistes, aux organisations du mouvement syndical et associatif, afin qu'ils et elles se rassemblent. Sans exclusives ni volonté hégémonique de quiconque. Pour et dans l'action et le débat.

À l'échelle nationale, comme dans les territoires, nous rencontrerons l'ensemble des forces de gauche et écologistes. Nous resterons disponibles au dialogue avec toutes celles

et tous ceux, courants organisés ou non, qui poseront les questions de la reconstruction de la gauche et du rassemblement. Aux uns et aux autres, nous soumettrons notre propre démarche.

Les propositions de grandes batailles politiques que nous avançons seront notre première contribution à l'émergence d'un projet partagé de changement, au service de notre peuple.

Nous voulons construire l'union populaire autour d'un nouveau projet de transformation sociale, écologique, démocratique pour la France. Un projet qui redonne espoir en proposant les objectifs et moyens à même de satisfaire les attentes sociales, de répondre à la soif de démocratie exprimée ces derniers mois, de s'attaquer au pouvoir du capital. C'est l'objectif de nos « Dix propositions pour la France », élaborées au plus fort des dernières mobilisations et à travers le dialogue avec les citoyen·ne·s. Elles seront prochainement mises à la disposition des fédérations et sections sous la forme d'un matériel qui aide au débat avec les autres composantes de la gauche mais aussi à l'échange avec nos concitoyen·ne·s. Elles pourront aussi nourrir l'échange avec celles et ceux qui le veulent, grâce à une plateforme Internet dédiée.

Car aucune alternative ne verra le jour sans qu'elle ne s'appuie sur l'implication populaire. C'est aux citoyen·ne·s, aux salarié·e·s, aux syndicalistes et aux militants associatifs de s'en mêler, de peser sur les choix d'actions à mener ensemble, d'agir afin que les objectifs mis en avant reflètent réellement leur volonté.

Partout où ce sera possible, **les communistes prendront ainsi l'initiative de rencontres populaires**, auxquelles ils inviteront toutes celles et tous ceux qui sont conscients de la gravité du moment, veulent agir sans plus attendre, et se montrent prêt·e·s à œuvrer à une solution collective à la crise que connaît la France. Avec les acteurs des luttes, ils travailleront notamment aux combats concrets à mener, et ils s'efforceront de faire avancer un projet qui pourra rassembler et faire gagner la gauche.

3. Le Conseil national appelle les communistes à poursuivre et intensifier le travail de renforcement, d'organisation et de formation du PCF

Mobilisation face à la régression sociale et démocratique, action en faveur d'un rassemblement conquérant, et renforcement de notre parti sont indissociables.

La campagne des européennes nous a permis d'élargir notre audience, de rapprocher de nous de nombreux animateurs et animatrices du mouvement social, de réaliser de nouvelles adhésions. Il nous faut à présent faire fructifier cet acquis en renforçant notre rapport à la société, en commençant par renouer avec le monde du travail. **Nous organiserons en ce sens, dès cet été et au cours de prochains mois, un tour de France du monde du travail et des entreprises, avec le secrétaire national du Parti.** Cela doit nous permettre d'ouvrir le débat sur nos propositions, d'aider à la complémentarité d'action avec les forces syndicales, et de franchir une étape qualitative dans notre ambition de rassemblement du salariat.

À la rentrée, la Fête de l'*Humanité* sera un moment politique très important pour relever les défis de l'heure. Il nous faut donc engager pleinement la vente du bon de soutien pour soutenir le journal qui en a tant besoin et dont on mesure chaque jour l'importance pour le combat de classe.

Pour notre parti, outre la défense de l'*Humanité* et le soutien à son développement, plusieurs objectifs seront au cœur de cette fête :

- améliorer l'image, la visibilité et le renforcement du PCF ;
- faire progresser l'alternative à la politique gouvernementale et à l'extrême droite ;
- mettre en valeur les initiatives du PCF sur de grands enjeux nationaux (lutte contre la privatisation d'ADP, pour un projet alternatif à la réforme des retraites et à la réforme institutionnelle...);
- préparer les élections municipales en montrant l'originalité de l'apport du PCF et la nécessité de larges rassemblements de gauche pour répondre aux exigences des habitant·e·s ;
- faire vivre le débat et la construction politique avec les autres forces de gauche (et aussi toutes les personnalités rassemblées dans le cadre de notre campagne européenne), tant sur les grands enjeux nationaux que sur les municipales ;
- commencer à installer le message que nous porterons à l'occasion du centenaire du PCF.

Renforcer le PCF, c'est d'abord lui permettre de relever le défi financier auquel il fait aujourd'hui face. La belle campagne menée par Ian Brossat et ses colistier·e·s n'a ni permis d'envoyer des député·e·s au Parlement européen, ni été remboursée de ses frais. Cela met notre parti devant un énorme défi : celui d'assumer ses dépenses de campagne, mais aussi d'avoir les moyens de mener les grandes batailles qui vont l'impliquer. Il importe donc de mobiliser toutes nos énergies pour contribuer à la souscription populaire que nous lançons. Il y a urgence, d'abord pour faire face aux échéances de paiement fixées au mois de juillet. Il y a également urgence si nous voulons pouvoir mener au bon niveau la contre-offensive aux projets du pouvoir et la bataille pour une perspective d'espoir à gauche. Tou·te·s les militant·e·s, celles et ceux qui sont attachés à l'existence et aux combats du Parti communiste français, doivent s'engager au plus vite dans cette mobilisation, afin de récolter 600 000 euros dès les prochaines semaines. La lettre conjointe du secrétaire national et du trésorier national du PCF est le support de cette campagne vitale.